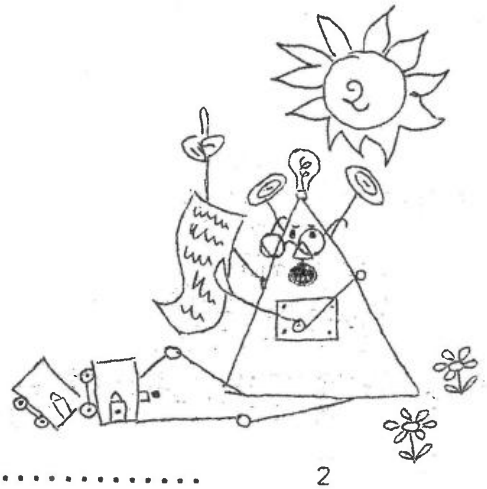
LE MODULE ENRAGÉ

numéro 1
janvier 1975

Sommaire :



SOMMAIRE 2

PRESENTATION (Guy, Jean-Claude)..... 3

ESSAI DE CHRONOLOGIE DE LA GREVE 4

ANNEXES 6

POURQUOI NOUS CESSONS LA GREVE (des ex-grévistes) 10

UNE SI JOLIE PETITE GREVE (Michèle) 12

CHATS (Annie) 16

PROPOSITION (Jean-Claude) 18

MISERE DE MISERE (G.A.H.I.P.V.) 20

FRIC (Jacqueline) 22

ET POUR QUELQUES MODULES DE PLUS (Jacqueline Gaby) .. 24

"MARIAGE DE BOUDOUBE et DUTHEIL" 27

QUELQUES REMARQUES SUR LE FONCTIONNEMENT INTERNE DE LA GREVE (Rirette) 28

LA GREVE... UNE HISTOIRE D'AMOUR (Bertrand) 30

ON A REÇU ÇA 35

LETTRE OUVERTE AU CONSEIL DE PARIS VII EN FORME DE REQUIEM POUR UNE GREVE (des modules) 37

A BIENTÔT 39

LE MODULE ENRAGE: UN JOURNAL ?

Ce numéro est né de la grève des ATOS d'octobre-novembre 1974, sur l'initiative de quelques camarades qui y participèrent. C'est une tentative de bilan, ou, plutôt, la réunion de toutes les réflexions qui nous sont parvenues sur le déroulement et l'issue de cette grève. Inutile pour le lecteur de chercher une ligne politique commune aux articles publiés ici, il n'y en a aucune.

Ce journal est ouvert à tous les membres du personnel qui ne disposent pas d'autres moyens d'exprimer par écrit leurs opinions, leurs problèmes, leur révolte... Nous espérons que d'autres numéros paraitront, et ils paraitrons si tous ceux qui en ont le désir nous communiquent leur création sous la forme qui leur plaira: dessins, chansons, lettres, articles même squelettiques, etc..

Il n'est pas dit que nous serons toujours et partout des "modules" sans pouvoir sur notre vie...

Guy

POURQUOI UN JOURNAL A JUSSIEU ?

Le journal aura pour but de donner la parole à tout le personnel de Jussieu qui pense que tout ne va pas aussi bien qu'on veut nous le faire croire, (exemple: les avancements, l'hygiène, la sécurité, les mutations autoritaires, la restructuration de la Fac, les auxiliaires, les salaires, la cantine qu'est des fois dégueulasse, etc...)

Le canard ne serait pas un journal de professionnels mais il serait le journal de ceux qui veulent prendre leur information et leur lutte en mains, et qui savent que c'est dès aujourd'hui qu'il faut commencer.

Pour lutter collectivement, il faut se connaitre et le canard pourrait servir à cela.

Le canard sera ouvert à tout individu qui veut écrire ou critiquer des articles.

Des points comme: changer la vie, créer de nouveaux rapports entre nous, la sexualité, l'école, etc..., seront abordés dans le canard.

Il faudrait que des réunions d'AG des lecteurs se fassent pour critiquer ou suggérer des articles pour les prochains numéros.

Il doit nous servir à préparer nos prochaines luttes pour que nous les prenions nous-mêmes en mains et que nous ne laissions pas les délégués et élites des syndicats ou organisations politiques les accaparer. Il faut que ce soit la base qui décide!

L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'OEUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES.

Des points comme: la culture, le quartier, l'enseignement, la pollution, l'armée, les immigrés, la lutte des femmes, la sexualité, etc..., doivent être pris par nous, travailleurs, alors qu'on les avait laissés de côté jusqu'à maintenant.

Lutter contre l'exploitation, l'aliénation, c'est rompre d'abord l'isolement, et savoir qu'ensemble tout est possible.

Jean-Claude

ESSAI DE CHRONOLOGIE de la grève.

Lundi 7 octobre : Bernard BOUDOT apprend que son contrat n'est pas renouvelé ;

Vendredi 11 octobre : Une AG des grévistes et de l'intersyndicale se tient à 9 heures et appelle à une grève générale des ATOS.

Bernard BOUDOT fait savoir oralement qu'il refuse la proposition de mutation qui lui est faite (intendance).

14 octobre : Alliot menace de suspendre les traitements des grévistes (voir en annexe la lettre d'Alliot du 15/10 adressée aux "dames et demoiselles" grévistes).

15 octobre : Les tracts sont encore à cette date signés de l'intersyndicale alors qu'ils émanent en fait de l'AG des grévistes.

Un tract de la CGT du même jour apporte son soutien au personnel en grève mais sans reprendre dans ses mots d'ordre le cas Boudot.

Le soir du même jour altercation entre Assadi et Abouali ; Belot enregistre le témoignage d'Abouali et son constat médical. Sans autre élément d'appréciation, Alliot envoie dès le lendemain une lettre au procureur (cf. dossier Assadi).

16 octobre : Lettre ouverte du Comité de grève qui signe pour la première fois en tant que tel, aux chefs de service et directeurs d'UER et donnant une explication technique du cas Boudot.

Le même jour premier tract étudiant émanant du CA UNEF PARIS VII.

Le même jour les Chefs de service et les directeurs d'UER reçoivent une lettre d'Alliot leur demandant de dresser un état des personnels au travail.

Lettre de Nakache à Alliot : "Les Directeurs d'UER ne sont pas des représentants de l'administration".

18 octobre : 1er tract du Comité de soutien principalement étudiant.

Le même jour motions de soutien diverses envoyées par les physiciens, les enseignants de GSS, les sociologues qui appellent à des AG de tous les enseignants de la fac.

22 octobre : Conseil d'Université (voir compte rendu en annexe)

Andrieux et Belot se retrancheront derrière les décisions du Conseil lors d'une entrevue avec les grévistes le lendemain.

25 octobre : Gala de soutien.

Le même jour, début de la grève des enseignants de maths, physique, GSS, STD. Cette initiative est reprise par le SNEsup et le SGEN enseignants dans un tract qui appelle aussi les enseignants à participer aux initiatives des grévistes (piquets d'information notamment).

30 octobre : Piquet de dissuasion avec des enseignants à l'entrée de Jussieu.

Le même jour première rencontre du Comité de grève avec Alliot

Publication des résultats de la Commission d'enquête sur l'affaire Assadi.

31 octobre ; Lettre d'Alliot à Assadi l'autorisant à revenir à Paris VII

4 novembre : Début des piquets de grève.

Classement sans suite des poursuites contre Assadi à l'intérieur de l'Université.

Tract CGT dénonçant les "irresponsables".

5 novembre : Les grévistes marient Boudoube-Dutheil.

6 novembre : AG des non-grévistes.

7 novembre : Arrêt de la grève des physiciens. Piquet de blocage au 5ème et rencontre des physiciens avec Alliot.

12 novembre : Rapport d'activité de la commission fric, proposition de distribution.

Réponse des grévistes à la CGT au sujet des piquets.
Tract SNAU reprenant exactement les revendications de l'AG.
Jour de grève générale de la fonction publique.

15 novembre : 2ème entrevue avec Alliot qui répond par la négative à toutes les revendications.

19 novembre : 2ème grève générale et manifestation avec participation des ATOS en grève.

20 novembre : Tract CGT organisant un vote à bulletins secrets pour le 22 novembre.

21 novembre : vote sur la reprise.

COMPTE RENDU DU CONSEIL DE L'UNIVERSTE DE PARIS 7
DU 22 OCTOBRE 1974

en présence d'une délégation de grévistes et d'une délégation d'enseignants.

Les grévistes avaient décidé de se rendre en délégation au Conseil de l'Université pour imposer que la question de la grève soit portée en priorité à l'ordre du jour.

Le débat s'est déroulé dans l'ordre sur les 3 points suivants :

1°. Mutation de Bernard Boudot,
2°. Problème des sanctions prises contre Assadi,
3°. Paiement des jours de grève.

1. B. BOUDOT

Le débat a commencé sur un point d'infomation de Pascale Imbo (membre du Conseil d'Université et Membre du Comité de Grève). La discussion s'est développée en deux temps :
1°. Il a d'abord été centré sur la question de savoir quelles sont les raisons réelles de la mutation autoritaire de B. Boudot.
Des interventions nombreuses et répétées de grévistes, d'un étudiant membre du Conseil d'Université, des enseignants présents, demandaient à ce que soient clairement énoncés les motifs de cette mutation.
En réponse, onté été invoquées successivement les arguments déjà employés par la direction : nécessités de service (sans précision), problème de support budgétaire, compétence de B. Boudot pour le nouveau poste (!), et promotion syndicale (!!)

Le conseil d'Université n'apportait ainsi aucun élément nouveau capable de justifier la mutation de B. Boudot.

La discussion a été à ce moment rompue par l'intervention violente de M. Quemada (enseignant de Physique, membre du Conseil d'Université) qui accusait B. Boudot de n'avoir pas respecté une des règles votée par le Conseil au sujet du recrutement des temporaires (règle des 5 mois 1/2), et par là même d'avoir commis une faute suffisante pour expliquer sa situation actuelle.

Cette accusation a été récusée par M. Gaudebout (chercheur, membre du Conseil d'Université) qui signale qu'aucun texte écrit n'existait à ce sujet ; ce que B. Boudot a confirmé en expliquant les difficultés qu'il avait eues pour obtenir des notes de service sur cette question.

D'autre part, jusqu'à cet instant, jamais une telle faute n'a été invoquée contre B. Boudot et cet argument que M. Alliot s'est empressé d'appuyer n'a pas été confirmé par le Secrétaire Général qui s'est contenté de répéter une fois de plus que seules des raisons techniques de répartition de postes avaient motivées sa décision.

Le vote entre 2 motions, l'une présentée par M. Baumann (doyen du CHU BICHAT) qui déclarait faire confiance à la direction pour régler le problème de B. BOudot : proposition d'un emploi dans n'importe quel service SAUF le service du personnel, l'autre par M. Gaudebout qui optait essentiellement pour le maintien de B.Boudot dans ses fonctions.

Le vote, donc, a clos le débat :
Motion BAUMANN : 25 voix
Motion GAUDEBOUT : 15 voix
Abstentions : 2
Refus de vote : 3

2°. S'est ensuivie une discussion sur la vocation de la Commission des Personnels à traiter de la politique générale des personnels et non des cas particuliers. La proposition de créer une Commision Paritaire ad hoc pour statuer sur le cas de B.Boudot a été rejetée aux motifs :

1. que cette proposition était contradictoire avec celle de Baumann adoptée auparavant,

2. que la responsabilité de l'affectation relève du Secrétaire Général sous la responsabilité du Président.

En outre il a été catégoriquement affirmé que les fonctionnaires/titulaires de catégorie A doivent être affectés en priorité dans les services centraux de l'Universit (ceux-ci ayant vocation à tenir les postes de responsabilité assurés actuellement par des contractuels).

Ainsi s'éclaire la politique à venir de l'Université, d'accroître l'insécurité du personnel contractuel qui se verra éloigné de ses fonctions, même si ce personnel a toujours donné satisfaction.

2. CAS ASSADI

Après un exposé des évènements par les grévistes, les questions suivantes ont été posées à M.Alliot :

1. Pour quelles raisons Assadi a-t-il été dénoncé, sans délai, au Parquet ?
2. Sur la foi de quels témoignages ?
3. S'il mesurait les conséquences extrêmement graves du recours à une telle procédure à l'encontre d'un travailleur immigré, ceci conduisant fort probablement à une expulsion très rapide du territoire.

Déclaration de M.Alliot :

" Ma responsabilité a été totalement engagée. J'ai deux obligations :
- signaler tous les délits qui se passent à l'Université en vertu de l'article 40 du code de procédure pénale ; ceci se fait toutes les semaines,
- j'ai le devoir de protéger les agents de l'Université : ces témoignages sont produits au Parquet et la C.A.P. (pour savoir s'il y a eu ou non faute).

J'ai été informé non seulement par une plainte d'Abouadi mais par des témoignages .. Je me suis préoccupé de savoir si ces menaces avaient été proférées une fois ou si elles avaient été renouvelées.

Lorsque j'ai été intimement convaincu qu'il y avait un danger important pour Abouadi, je l'ai fait. Du fait même que la justice en est informée, celui qui a menacé sait que s'il met à exécution ses menaces, il sera le premier suspecté aux yeux de la police.

Le Conseil n'a pas à juger Assadi ou moi-même, j'assume pleinement mes responsabilités en ce domaine.

Je n'ai pas à préjuger de la réalité des délits *(et cependant M.Alliot a interdit le séjour à l'Université un seul des protagonistes)*,
J'ai dit à Assadi qu'il était présumé avoir proféré des menaces et avoir porté des coups ... Je n'ai pas déposé plainte ... J'ai fait ma conviction sur pièces (je n'ai pas rencontré l'intéressé.

3. PAIEMENT DES JOURS DE GREVE

Monsieur Alliot maintient sa position et informe le Conseil que les personnels recevront un chèque du Trésor Public avec déduction des jours de grève.

Pas de vote.

Ce Conseil d'Université a donc entériné en tous points les décisions prises par Messieurs ALLIOT et BELOT.

Nous pouvons compter sur eux pour exploiter cette bonne aubaine !

PARIS VII

P/ma n° 74 - 992 Paris, le 15 octobre 1974

Mesdames et Mesdemoiselles,

J'accuse réception de votre lettte du 14 octobre 1974 me confirmant le motif de la grève à laquelle vous participez.

En cas de conflit dans l'administration publique, la loi impose aux parties un délai qui permet la réflexion et la négociation sur les modalités de règlement possibles. Il eut été préférable de s'y conformer et d'examiner le problème en commun avant toute cessation collective du travail.

En ce qui concerne la réintégration de M. Bernard Boudot dans le poste sur lequel il était délégué, elle relève de M. le Recteur de l'Académie de Paris mais la nomination d'un titulaire la rend, vous le savez, impossible. Je regrette qu'il ait refusé les trois postes qui lui ont été offerts, mais il s'agit d'une décision qui lui appartenait personnellement. Ce refus règle le cas particulier de M. Bernard Boudot, mais le problème général des rapports entre les personnels, les syndicats et l'Université reste posé.

La décision de grève sans concertation préalable avec les responsables de l'administration prouve qu'il est nécessaire d'établir de meilleures procédures tant en ce qui concerne la politique générale de l'Université que son application aux cas particuliers.

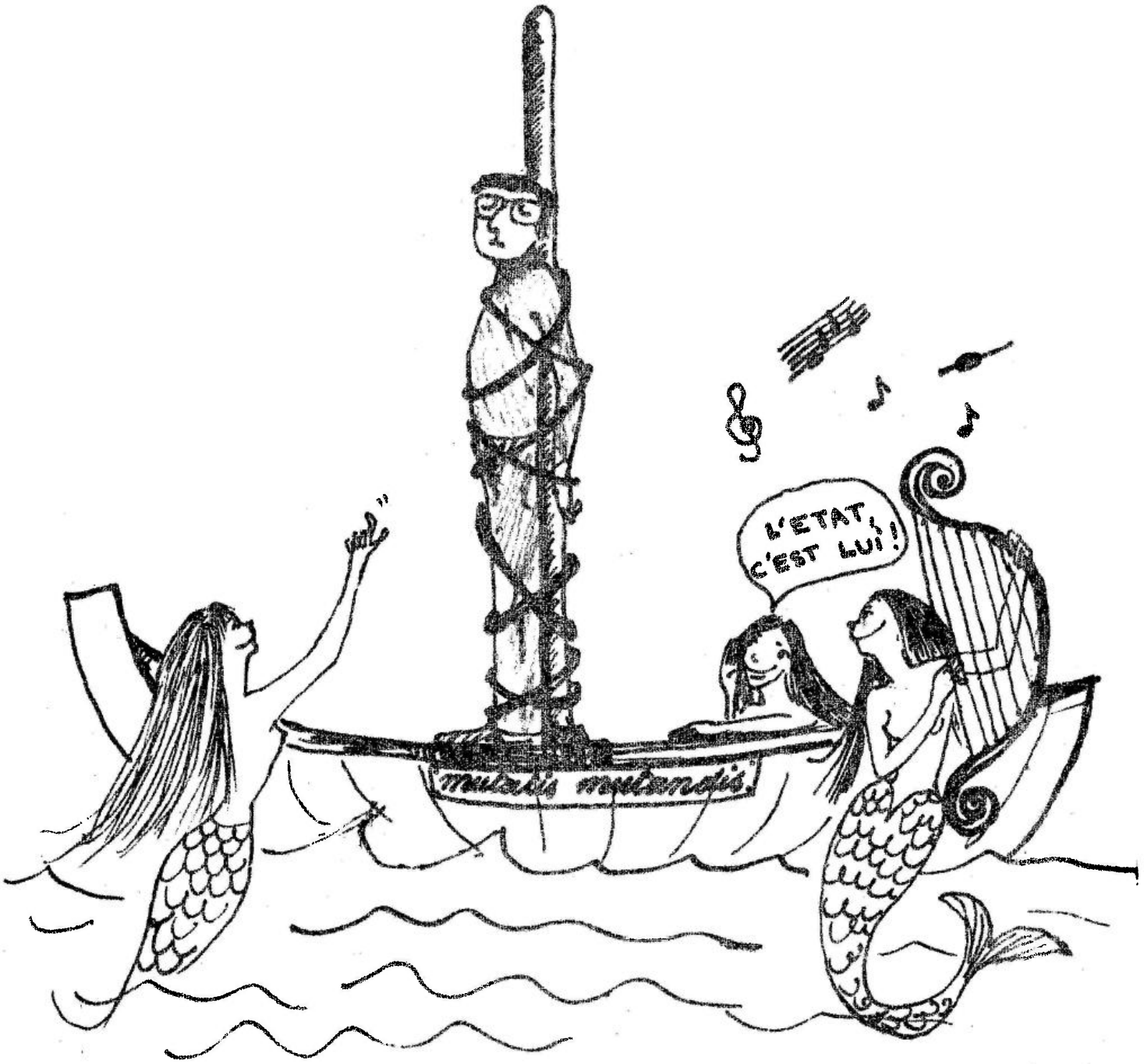
Je compte ainsi que mes collègues Jean Andrieux et François Bruhat m'en entretenir avec les syndicats et les élus du conseil.

Je vous prie de croire, Mesdames et Mesdemoiselles, en ma considération.

Michel Alliot.

Comité de Grève.

UNIVERSITÉ PARIS VII 2, place Jussieu 75221 PARIS CEDEX 05 — Tél. : (16.1) 336.25.25 et 325.00.49



BELOT S'ÉTANT FICELÉ À LA FONCTION PUBLIQUE POUR RÉSISTER À L'APPEL DU VIDE INSTITUTIONNEL, OU .... ENCORE UN QUI A DES PROBLÈMES !!

(hein, Monsieur Alliot ?)

POURQUOI NOUS CESSONS LA GREVE

Nous avons fait six semaines de grève, six semaines sans traitement. Nous rentrons aujourd'hui sans avoir rien obtenu. La direction de l'université comme celle de l'Etat peut se permettre d'écraser la grève.

Nous nous sommes mis en grève pour des motifs justes, contre la mutation d'un auxiliaire (contrat rectoral), pour faire échec à une politique de restructuration autoritaire dont cette mutation était le premier acte.

L'une des faiblesses de notre grève est de ne pas avoir pris en charge dès le début la question des temporaires licenciés au bout de cinq mois et demi qui se succèdent presqu'en permanence dans certains services. Nous pensions au départ que le mouvement serait de courte durée, tant le cas de Bernard Boudot nous paraissait évident. C'est par peur de s'engager trop loin que nous n'avons pas eu le courage " d'élargir nos mots d'ordre " sur cette question centrale de la gestion des personnels à Paris VII.

Des erreurs, les grévistes en ont fait, mais ce ne sont pas de ces erreurs que la grève meurt aujourd'hui. L'intransigeance de la direction de l'université a été rendue possible dans le contexte de l'intransigeance du pouvoir contre la grève des PTT.

La durée de la grève, comme les piquets de grève dont le seul but a été de paralyser l'administration - ils n'ont jamais été dirigés contre le personnel non gréviste - n'ont pas suffit à faire céder la direction de l'université. Pourtant cette paralysie a été avec évidence effective.

Une grève gène toujours. Les piquets parce qu'ils ont trop duré, ont inquiété le personnel non gréviste. Si une semaine de vacances imprévues, c'est agréable, on comprend que la prolongation des piquets provoque une accumulation du travail dont le rattrapage peut être fort désagréable.

C'est cette situation que la direction de l'université et certains éléments de la CGT ont exploitée contre nous, auprès du personnel non gréviste. Vendredi 21 novembre, la section CGT avec la bénédiction de la direction de l'université organise un vote digne d'un syndicat maison.

Bien que les résultats de ce vote aient été évidents, notons :

- que c'est le secrétariat général (Belot, Benjamin) qui a raccolé le personnel administratif des UER extérieures à Jussieu (UER médicales et Sciences Humaines Cliniques)
- que les techniciens des services centraux ont pu voter, mais pas ceux des UER en grève
- qu'il n'y avait pas de bulletins blancs à la disposition des votants
- que des personnes du service technique ont été réquisitionné par la direction pour " protéger " le vote.

La section CGT a choisi son camp, celui de la direction.

Nous refusons de nous battre contre le personnel de l'université, ce même personnel qui fait déjà les frais des cinq mois et demi, de l'auxiliariat et qui risque de fournir les prochaines victimes de la politique de restructuration.

C'est parce que nous sommes usés par six semaines de grève non payées*, c'est parce que notre ennemi est la direction de l'université et non le personnel que nous avons été contraint d'arrêter la grève.

Paris, le 21 novembre 1974

Des EX GREVISTES

* L'argent collecté aura permi d'assurer aux grévistes et aux ex-grévistes un revenu mensuel (salire résiduel + indemnité de grève) de 1000 F environ, parfois moins.

UNE SI JOLIE PETITE GREVE

"Demandez à l'histoire, et voyez si l'autorité a jamais été autre chose que le suicide individuel? Appellerez vous l'ordre, l'anéantissement de l'homme par l'homme? (...) Les autorités sont des vampires, et les vampires sont des monstres qui n'habitent que les cimetières et ne se promènent que dans les ténèbres "

Joseph DEJACQUE " A bas les chefs!"

J'ai mis longtemps à comprendre pourquoi précisément et donc contre qui, je me battais dans cette grève. Je crois le savoir mieux maintenant et le sens de notre lutte ne cesse de se clarifier pour moi y compris depuis la reprise du travail. Au début, pendant la période unitaire, celle où l'on n'avait pas encore accepté d'être minoritaires, ce n'était pas clair car je sentais bien que les raisons pour lesquelles j'avais envie de poursuivre et de gagner cette grève n'étaient pas partagées par tous les autres grévistes.

Après le départ de la CGT, venue là simplement pour obtenir une commission des personnels, c'est à dire pour elle une coin de chaise autour d'une table où parler en famille avec la Direction, cela commença à être plus clair.

Mon plus grand regret: que ce départ ait été encore trop tardif et je pense que cela est dû à l'attitude d'autres grévistes qui se laissaient avoir, qui se laissent encore avoir à mon sens par la force institutionnelle représentée par la CGT: " Pour une fois qu'elle était là il fallait la garder " cette pensée consciente ou inconsciente me paraît relever d'une tare grave et qui fut particulièrement une agent de pourrissement interne dans cette grève là où le choc avec la Direction était de style " tout ou rien".

Cette tare consiste pour moi en l'idée que dans toute grève il y a perspective de négociations donc de compromis et qu'il faut dans ce cas là avoir avec soi un " pouvoir" déjà reconnu par l'adversaire. Pour certains, il me semble qu'inconsciemment ils font la grève non pas pour gagner et parce qu'ils défendent une cause juste mais pour mesurer leur force avec la Direction, se faire reconnaître par elle comme force et ensuite négocier avec elle. Devant cette attitude, la Direction se trouve à l'aise, elle est sur son terrain, elle peut donc se livrer au chantage habituel: cessation de la grève d'abord, négociations ensuite et à l'avenir,

les enfants soyez plus sérieux, réfléchissez bien avant de vous mettre en grève, c'est une " chose importante" (comme l'a dit le Conseil de Paris VII lors d'une précédente grève dans sa séance du 20.2.1973), donc ne déclenchez pas une grève sur un mouvement d'humeur, de révolte primaire voire une mauvaise interprétation des nobles objectifs de la Direction: venez à la Commission des personnels, on parlera de tout ça calmement dans une salle chauffée, dans un contexte de calme sans grévistes en train de s'agiter à l'extérieur.

Si je me suis étendue longuement sur cette tare, c'est parce qu'elle me semble grave dans le sens où:

- elle est un aveu de faiblesse vis à vis de la Direction
- elle est à l'origine de la facilité avec laquelle certaines organi--sations ou certains individus peuvent passer, pour des raisons de haute stratégie que je ne comprends surement pas, du statut d'adversaires à celui de " partenaires sociaux ", elle permet de comprendre comment certains ont pu parler de " dynamique de la reprise" dans un contexte où la reprise ne pouvait pas être autre chose qu'une humiliation et un constat d'échec.

Ceci explique pourquoi le départ de la CGT n'était pas suf--fisant pour que les choses deviennent totalement claires: cette tare était encore en nous , à l'intérieur de nous.

Les AG qui continuent à me sembler la seule instance pouvant valablement prendre des décisions n'ont pas suffisamment permis de clarifier le sens du mot d'ordre initial, les idées sur lesquelles nous nous battions, les divergences qu'il y avait entre nous sur les moyens d'action, sur le problème de la violence et de la popularisation de notre action. Les rai--sons de la lenteur et de l'obscurité de certaines AG (me semble provenir de l'inégalité des prises de paroles et de la diversité du rythme de pensée ou d'expression). Seuls les professionnels de la parole en public, et ce n'est même pas un procès c'est une constatation osent s'exprimer dans les AG; et que disent-ils? Leur discours est le plus souvent répétitif et stéréotypé, émaillé de la lecture de motions préparées à l'avance; on voit réapparaître périodiquement dans leurs textes et dans leurs discours des expressions des formules souvent entendues dans d'autres AG, dans d'autres meetings de la fac où les mêmes militants professionnels ont l'habitude de faire entendre leur voix.

Or notre mot d'ordre initial, la raison pour laquelle des

gens spontanément se sont reconnus dans ce mot d'ordre et mis en grève avec une soudaineté qui en en a suffoqué plus d'un, est une mot d'ordre purement qualitatif: lutter contre une mutation arbitraire, c'est en fait lutter contre tout arbitraire c'est remettre radicalement en cause le principe d'autorité; il y avait donc une contradiction entre la remise en cause de ce principe et l'existence de leaders, de têtes de chefs, qu'on les appelle comme on voudra, parmi nous. Aucun discours d'aucun chef d'aucun parti ne pourra jamais exprimer la revendication primaire de dignité ressentie par chacun de nous, notre révolte individuelle contre l'humiliation que nous subissons. Revendiquer d'être une personne, et non pas un module, un pion, c'est d'abord ne pas déléguer à qui que ce soit la tâche de dire cette révolte. Revendiquer d'être une personne, c'est aussi refuser à tout moment d'être séparé coupé en morceaux: d'un coté la vie privée de l'autre la vie professionnelle, d'un coté le travail de l'autre le plaisir.

La grève aura permis de faire tomber un certain nombre de masques: masques des patrons "libéraux"de Paris VII, masques de pas mal d'enseignants dits de ""gauche" dont l'attitude a été plus qu'ambigüe. (travail des administratifs en grève faits par les enseignants qui ne voulaient pas être privés de leur rentrée, déclaration de versement de journées de salaires qui n'ont pas toujours été suivies d'effets.) Elle n'aura malheureusement pas suffi en ce qui nous concerne à nous délivrer sauf partiellement de nos carapaces.

En ce qui concerne le soutien étudiant, je pense que s'il est vrai qu'il n'a été qu'un soutien de la dernière heure cela tient à plusieurs raisons: la grève se situait en pleine rentrée et les étudiants ont souvent l'habitude de considérer le personnel administratif comme un personnel de service (cf. les remarques sur la mauvaise organisation l'incompétence des administratifs, remarques qui sont aussi le fait de beaucoup d'enseignants) et surtout de considérer les problèmes de paperasses comme des problèmes mineurs et méprisables pour lesquels il y a des esclaves.

Ceci étant dit, notre grève aurait peut être pu ne pas renforcer comme elle l'a fait , le clivage etudiants/ administratifs s'il avait été possible en popularisant notre mot d'ordre initial d'expliquer ce qu'était la politique de restructuration dans la fac et en quoi elle touche aussi les étudiants. Je pense d'ailleurs que ce travail est encore à faire et que peut être un numéro du journal (projet fait par quelques grévistes) pourrait lui être consacré.

Je pense que la lutte que nous avons commencé à mener dans cette grève ne doit pas s'arrêter sous prétexte qu'elle s'est terminée par un échec. La politique de restructuration des personnels va continuer et plus que jamais

nous avons à être vigilants. Refuser d'être des modules c'est refuser plus que 15
jamais de nous laisser isoler diviser c'est essayer de nous faire bouffer
le moins possible dans notre travail et dans les relations personnelles qui y
sont associées en essayant de rester aussi vivants et enragés qu'aux meilleurs
moments de la grève.

Michèle.

mémoires de grève

décembre 1974

on s'en fout, on a bouffé l'écureuil et le poisson rouge, on a déterré la pervenche, on a lacéré tes tracts, on a entortillé le ruban de ta machine, on a...

sales bêtes, fafs, crétins, staks, saboteurs, briseurs de grève, vous finirez au syndicat

cette blague-là marche à tous les coups...

...et puis on a entendu le facteur...

Le facteur ?.. ouillouillouille... encore une de vos plaisanteries idiotes...

c'est pas marrant de faire 6 semaines de grève dans l'hostilité générale, et de ne trouver chez ses proches qu'incompréhension, récriminations et sarcasmes...

(j'ai fait ces dessins pour Jean)

15/12/74 18

Propositions :

Au lieu de se voir tous les vendredis en Assemblée Générale, je crois qu'il serait mieux qu'on se répartisse en commissions. Exemples de commissions : "budget université", "avancement", "hygiène et sécurité", "sexualité" et "merveilleux". Que soit fait un résumé sur ce qui a été dit dans chaque commission, que la la commission puisse se réunir quand elle le vuet, que les A.G. ne réunissent tous les mois pour discuter de ce qu'ont dit les commissions et autres points. Pour que çà sorte de l'extérieur, deux personne interchangeables dans chaque commission fassent le journal sur ce qui s'est dit dans les commissions et en A.G. Que le journal soit ouvert à tout individu ou groupe de lutte qui veut y écrire. Que des points comme "changer la vie", créer de nouveaux rapports entre nous, la sexualité, l'école, à quoi servent les syndicats, soient abordés dans le journal.

Une personne a le droit de rassembler une assemblée générale quand il y a un point urgent, et les gens ont le droit de changer de commission s'ils le désirent.

Le meilleur moyen de ne pas se faire magouiller est de prendre nos luttes en mains nous-mêmes et nous préparer pour les luttes à venir collectivement en y réfléchissant. Pour cela poser les problèmes : avoir un comportement correct envers les autres, comment lutter collectivement contre l'Université et la bourgeoisie, comment changer la vie et nos rapports, changer les rapports entre étudiants et personnel, administratifs et techniciens, enseignants et non-enseignants, et enseignants et étudiants. Comment changer les rapports entre personnes instruites et personnes moins instruites, comment lutter contre le sectarisme. Tous nous avons subit l'influence de l'idéologie bourgeoise, isolés nous ne pourrons pas y échapper. Essayer de ne pas faire un militantisme chiant, qu'on soit heureux de se retrouver ensemble.

Ce ne sont que des réflexions d'un ouvrier communiste libertaire mais il serait intéressant que l'on en parle ensemble. De même qu'il est indispensable que l'on fasse un bilan de la grève à Paris VII (nos acquits, nos faiblesses, perspectives).

Pourquoi ces propositions ?

Prendre nous-mêmes en mains toutes nos luttes, l'émancipation sera l'oeuvre de nous-mêmes ; commencer à s'organiser aujourd'hui c'est se préparer au socialisme de demain; c'est lutter contre la bourgeoisie et contre la fascisme.

Je ne me sens pas supérieur aux autres, je ne crois pas que tout seul je pourrais résoudres mes contradictions et je crois que le militantisme ne dit pas s'arrêter qu'aux problèmes de travail mais englober tous les aspects de la vie.

Je suis dans une organisaton (Organisation Révolutionnaire Anarchiste) pour avoir une réflexion collective et pour pouvoir contrer les gens qui se disent des"élites". Je suis contre toutes les formes de hiérarchies qu'elles soient bourgeoise ou bureaucratiques. Donc contre le léninisme, contre tout Etat qu'il soit bourgeois ou bureaucratique.

Si l'on veut que l'émancipation des travailleurs soit l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes, ils doivent s'organiser à la base et dans l'action en formant des groupes autonomes. Dans les groupes autonomes les travailleurs prennent en charge eux-mêmes leurs problèmes sans directives d'avant-gardes extérieures et apprennent l'apprentissage de la démocratie directe sans délégation de pouvoir à une élite.

C'est en s'auto-organisant à la base aujourd'hui qu'on prépare l'autogestion de demain.

Un communiste libertaire.

---

*Encore une note de B.**, sur le manque de papier !*

MISERE DE MISERE

Le personnel administratif et technique de l'université Paris VII a repris le travail le vendredi 22 novembre, après six semaines de grève, sans avoir pu s'opposer à la mutation d'un auxiliaire peu docile à la direction, hors du service du personnel où il exerçait ses fonctions.

Les journées de grève n'ont pas été payées, et, dans l'intervalle, un travailleur tunisien du service de nettoiement a été dénoncé au Procureur de la République par le Président d'Université, à la suite d'une altercation sans conséquences de ce travailleur avec un chef d'équipe du même service.

Ce triste bilan explique la mélancolie avec laquelle nous avons regagné bureaux et ateliers, où nous attendait, au détour des stylos et des outils, un profond ENNUI. Mais, au déplaisir de la soumission s'ajoute le dégout envers ceux qui ont réussi à transformer notre révolte contre l'autoritarisme de la direction en une épreuve d'endurance triste et souvent pénible, petits chefs politico-syndicaux qui se sont érigés en fossoyeurs de la grève, par des manoeuvres que nous dénoncerons ici.

De fait, les premiers jours de cette grève ont été orchestrés par les syndicats qui ressortirent leurs vieilles nippes de martyr de la classe ouvrière cachant sous l'argument défensif de répression anti-syndicale ceux plus offensifs de refus de l'arbitraire, de négation de la hiérarchie.

La CGT, après avoir drainé le personnel gréviste dans ses locaux, (mise à l'écart qui nous a privé d'une propagande indispensable auprès des autres travailleurs de l'université et de l'auto-défense minimum vis à vis de la direction) bloqua toute possibilité d'action, en alourdissant les assemblées générales par des propositions réformistes dont personne ne voulait, sauf les solistes de la participation et leur chorale servile.

Mise en minorité sur un vote concernant une commission paritaire sans pouvoir, la CGT, offusquée d'un tel irrespect, quitta la scène au grand desespoir de certains responsables CFDT qui craignaient sans doute que leur tour ne vint prochainement.

Le regret évident avec lequel ceux-ci virent partir ceux-la se traduisit par une tentative de culpabilisation de l'assemblée générale, partiellement réussie auprès des moins déterminés. Et, dès lors, les nostalgiques de la collaboration intersyndicale firent tout pour saboter une grève dont la revendication principale s'appuyait sur le principe anti-hiérarchique qui les remettait eux-mêmes en cause.

Quand l'assemblée générale put enfin décider simultanément (mais, trop tard, on y reviendra) l'instauration de piquets de grève devant les lieux de travail et l'abandon des locaux syndicaux, on revit la CGT, au coude à coude avec la direction pour briser ces piquets de grève. Vinrent alors les rumeurs les plus mensongères, les tracts les plus injurieux et les plus méprisants. Si rien alors n'a été fait pour régler leur compte à ces tristes collaborateurs, c'est que certains, parmi nous l'empéchaient.

Le venin paralysant injecté par les responsables politico-syndicaux prit diverses formes:

Des interventions interminables et démoralisantes en assemblées générales, à propos d'un mythique rapport de force qui se réduisait au comptage pur et simple des grévistes présents (habile dissimulation du fait que la puissance d'un mouvement se définit surtout dans la détermination de ses participants).

Des affirmations mensongères sur l'inefficacité des piquets de grève, alors que la direction déménageait les locaux, la nuit, et qu'elle tentait de dresser le personnel non gréviste contre nous, et cela sans succès, si ce n'est auprès de quelques esclaves tout dévoués au pouvoir que les liquidateurs utilisèrent comme épouvantails pour tenter d'en finir avec ces grévistes dont le désir d'autodétermination rendait impossible toute négociation avec la direction. (privés du négoce, ils perdaient la propriété de la grève!)

Ceux-là même qui instauraient la passivité en utilisaient l'évidence pour convaincre les grévistes de reprendre le travail, chaque jour, par ailleurs ajoutant à la fatigue et au découragement. Ils y réussirent enfin par un vote habilement truqué, où on opposa la continuation indéterminée à la reprise différée, ce qui était strictement la même chose: ceux qui voulaient reprendre le travail immédiatement étaient en minorité.

C'est pourtant ce qui fut fait, non sans pleurs, rage, et grincements de dents.

Cet échec, s'il est le fait des manoeuvres diverses visant à la liquidation de la grève, réside aussi dans la carence de la critique parmi ceux qui étaient conscients de ces manoeuvres, et dans l'aveuglement de ceux qui font encore confiance aux dirigeants quels qu'ils soient.

Notre refus était celui du pouvoir de l'administration d'université, chien de garde du pouvoir étatique, et nous n'avons pas su porter ce refus jusqu'aux représentants directs de cette administration, les chefs de service, en instaurant, dès que l'ordre leur avait été donné de dénoncer les grévistes, des piquets de grève visant à empêcher tout controle (et donc, les retenues de salaires).

Nous n'avons pas assez manifesté notre désir d'autodétermination en tolérant jusqu'au bout les petits chefs politicards dont le mépris à notre égard n'a d'égal que celui de la direction.

Enfin, pour les nostalgiques de la grève, on ne saurait trop recommander de refuser quotidiennement, non seulement les heures supplémentaires mais, plus radicalement, le TRAVAIL par tous les moyens applicables immédiatement (retards, absences, erreurs, passivité systématique, etc...)

Laissons aux patrons et aux bureaucrates le droit au travail,

Revendiquons le droit au PLAISIR, y compris, n'en déplaise à certains, dans la GREVE SAUVAGE !

Groupe d'action
POUR LA HAUSSE IMMEDIATE DU PLAISIR DE VIVRE

NOUS " agents de l'Etat" : sécurité, salaires réguliers à la petite cuillère, ancienneté qui vous tombe dessus, échelle à grimper doucement... J'ai fait le privé, j'ai connu les augmentations qu'il faut mendier, les colères mensuelles du patron pour retarder le moment de glisser l'enveloppe de la main à la main, la prime à la rentabilité, le charme ou le lèche-cul. Dans l'administration, on peut snober son chef de service, plus ou moins tirer au flanc dans certaines limites, prendre un peu ou beaucoup de recul par rapport au boulot sans que le salaire en souffre.

Mais cet argent versé anonymement par ordinateur, nous avons été éduqué: non pas à le recevoir mais à le mériter. Depuis combien de générations, entendons-nous parler de conscience professionnelle, de libération et de dignité par le boulot, de contrat moral entre l'Etat ou l'Université et nous .
Ainsi, on a pu voir durant cette grève, des non-grévistes ne pas avoir l' l'idée de se réjouir de congés payés imprévus au nom de la liberté du travail (un peu manipulés bien sur) et des grévistes refuser obstinément de s'amuser et de faire la grève, aussi, pour le plaisir.

Il faut dire que la direction a très vite fait ce qu'il fallait pour que ce ne soit pas un plaisir en utilisant immédiatement le moyen de pression le plus radical : suppression de fric pour cause de non travail.
Alors, à contre-coeur, contraints et forcés, nous avons pris en charge notre propre financement en prenant comme principe de distribution non plus un rapport travail- fric mais un rapport besoin-fric.

Et là, les choses ont tourné bizarrement :

Nous avons délégué tout pouvoir, par des décisions d'AG souvent plus que vagues à un certain nombre d'entre nous qui ont pris trés rapidement et par la volonté de tous l'allure de spécialistes exclusifs.
La Commission, évidemment, détenait le fric et le distribuait. En fait, elle détenant le pouvoir et un clivage s'est rapidement établi entre la Commission Fric qui avait, qui savait , qui pouvait, et les autres grévistes qui devenaient demandeurs de fric, de renseignements, de comptes.
Ce type de "relation de force" s'est imposé de lui-même presqu'automatiquement de part et d'autre de la barrière que nous avons rétablie sans même y penser.

Mais cette fois-ci, l'argent n'était pas anonyme et nous avons très vite nous aussi, "moralisé " la distribution du fric.

Cà s'est d'abord manifesté au moment du vote sur le paiement ou non paiement des ex-grévistes du mois d'octobre. Ces" gens" qui, bien sur, nous mettaient en position difficile par leur départ, diminuaient nos chances de réussite, étaient de "mauvais" grévistes qui ne méritaient pas d'argent. C'était cela le fond du problème, malgré toutes les rationalisation et le retour en arrière de l'AG, ils ne le méritaient pas peut-être mais ils en avaint besoin comme nous tous, peut-être plus que nous puisque moralement et matériellement ils n'ont pas pu aller plus loin.
Je l'ai ensuite retrouvé cette moralisation dans la commission fric, après la grève, quand tant de personnes que nous n'avions jamais vu pendant la grève sont venues réclamer leur fric, preuves à l'appui.
Nous avons eu du mal à leur donner ce fric à eux qui n'avaient participer en rien à nos efforts, à nos angoisses. Nous avions l'impression de ne rien leur devoir, et pourtant, ils touchaient 10/30 et 20/30 de leur traitemnt comme nous.
Et notre difficulté à donner avait pour contrepartie l'agressivité parfois délirante des gens venant chercher du fric non plus comme faisant partie d'un ensemble solidaire mais comme des individus venant arracher leur dû à des ennemis, à des patrons, ayant une seule idée en tête : les blouser.

En passant la main, je crois que la commission fric a fait l'ultime effort de réouverture et de remise en cause des propres rapports au fric et au pouvoir de chacun de ses membres (ceci n'étant évidemment qu'une interprétation toute personnelle).

Jacqueline

Acte I. Scène unique:

On vous passera l'historique de la grève que nous avons tous vécue de près ou de loin, du ventre ou des yeux.

Bref, on veut juste essayer de voir comment les gens l'ont vécue avec leur porte-monnaie (tout comme nous).

Au bout de dix jours, on s'est aperçues que la Grève-A.G. était réservée aux bons (ou beaux) parleurs qui s'en tiraient très bien (ils ont quand même tenu 6 semaines!). Mais çà ne nous convenait pas de jouer les bons publics et applaudir Maître ès paroles X ou Y, ou de faire du crochet. Et puis merde quoi! on la ressentait dans les tripes cette grève : c'était notre grève et non celle de la CFDT, CGT ou autres et encore moins celle du FCR, UCF et Cie.

Alors quoi? rester au lit? pas sommeil depuis le déclanchement.

Alors, Miracle! la Commission Fric recrutait. (vous croyez que çà payait bien? justement pas!...)

Ca y est! on a été embauchées sans-aucune-compétence-particulière. On nous a fait confiance. On prenait la relève d'une personne hautement qualifiée dans les finances. On savait que si la C.F. ne s'en tirait pas, la grève se casserait la gueule. Alors on a foncé tête baissée:

-Contacter des"gens à fric" (enseignants)

-Vendre des sandwiches sur le parvis où l'on ne voyait pratiquement que des membres de la commmission se geler le cul pour "nourrir leurs pauvres petits camarades qui crevaient de chaleur dans les A.G."

Le 1er Million, oui, on l'a fêté. Mais rassurez vous, pas avec votre fric, seulement avec notre bonne humeur. On a même chanté...

Le compte en banque prévu pour recevoir le fric grossissait:4M.960 000AF. Un soir, à 8 heures, nous étions deux de la C.F. à attendre de fêter les 5 Millions. (les autres crevés, venaient de partir) et les 40 000 balles sont arrivés: re-fête. Youpi!! On y arrivera. C'était pas Lip évidèmment mais c'était bigrement chouette.

Mais çà ne suffisait pas d'entasser les millions. Les gens s'impatientaient:

-Et la première paie, alors, c'est pour quand? on voudrait bien les voir vos millions!

-Ca vient. çà vient!

Et alors là, nous voilà repartis dans le boulot administratif: fiches, répertoire,etc... dégueulasse- indispensable- pas aprécié des copains. Tant bien que mal, on était arrivés à avoir une vision à peu près claire de la situation.

On disposait de 4 M,5 pour octobre, à nous de les répartir, avec le consentement de sa Majesté A.G. Mais AG n'en avait apparament rien à foutre de nous voir nous ~~voir~~ masturber l'esprit pour répartir ses millions, elle avait des ministres des finances, s'ils ne s'en tiraient pas, elle pourrait toujours les vider. (çà se fait, il parrait)

On a commencé à payer: çà a marché impec. Les copains étaient émerveillés de recevoir autant de fric, certains y ont même renoncé le laissant pour des plus défavorisés.

La solidarité battait son plein. Une bonne majorité des grévistes clandestins a reversé à la caisse "ce qu'ils devaient" spontanément. Mais la "mauvaise minorité", il a fallu la tanner, l'asticoter, la titiller, l'impressionner, la coincer, la charmer, bref, jouer les flics. Le pied!!!

.....

On se réunissait 2 fois par semaine pour faire des bilans, étudier les cas les plus critiques, faire des plans de collecte. Mais fait bizarre et non moins étrange, ON sabotait nos réunions (Oh! qui c'est qu'a fait çà?)...ben on sait pas,.... un hasard... des gens qui déboulaient comme des furies:

-Merde! qu'est-ce que vous foutez? y a une AG, c'est super-important! Y a un vote!

-Mais quoi! on bosse nous! des votes, y en a tout le temps. Ras-le-bol!

-Ouais! vous avez tout le temps pour faire vos réunions.

Et hop! le bureau se vidait et on restait à 2 ou 3 comme des cons avec nos problèmes de fric bassement matériels.

(Alors on se réunissait le soir, quand tous les gfévistes rentraient dans leur Sweet Home, pour leur assurer leur fric de novembre)

Et pourtant cette fois là, on s'était vraiment défoncés: un super gala avec tout plein de choses, des ventes de sandwiches, et autres, des collectes un peu partout: on suppliait l'AG de nous prêter 5 ou 6 grévistes pour venir avec nous ramasserle fric qui tombait des poches des profs. Et ben non! elle en avait besoin l'AG. Pas question, démerdez-vous. Vous êtes payés pour çà.

Mais on avait beau gueuler qu'on était pas payés pour çà, elle en avait rien à glander. On avait le privilège de brasser des millions, qu'on s'écrase! On avait 9 Millions en poche. Et alors, tout a craqué....

Les tricots ont été terminés, la dynamique de reprise entamée, la remodulisation accélérée!

Bref on reprenait le boulot. Mais panique dans les rangs des futurs ex-grévistes: ILs vont se barrer avec la caisse! .....

Acte II. Scène unique.

Les mêmes dans leurs petits bureaux.

Nos réunions devenaient de plus en plus squelettiques: 3 pelés et 2 tondus persistaient à se masturber l'esprit alors que les autres avaient déjà repris leur forme de module. Que faire des 5,5 Millions qui nous restaient? Se barrer au Mexique ou aux Bermudes? c'est pas sérieux!

Bon on le partage entre nous tous de façon strictement égalitaire. Il restait seulement une division à faire.

C'était bien connu: notre grève était fortement minoritaire (on n'était que 75 environ.)eh ben NON!!!! St Expédit;patron des causes désespérées avait accompli le miracle de la multiplication des petits grévistes: on était devenus 105!

Catastrophe!

On était là avec nos billets de 500 F derrière nos bureaux, et devant...

.ceux qui voulaient des sous

.ceux qui en voulaient plus

.ceux qui ne voulaient pas en redonner

.ceux qui avaient peur qu'on leur en reprenne

.ceux qui voulaient dénoncer leurs petits copains-copines qui n'avaient pas reversé ou qui avaient trop perçu

.ceux qui avaient peur qu'on donne à ceux qui avaient été payés

.ceux qui voulaient qu'on flique

.ceux qui avaient mal aux dents ou ailleurs

.ceux qui avaient perdu quelque chose pendant la grève

.ceux qui voulaient simplement parler

.ceux qui donnaient des conseils

.ceux qui venaient mendier pour un petit copain ou copine moins gonflé

.ceux qui voulaient qu'on leur paie leurs impots....

On en passe et des meilleurs. Bref, ils étaient tous là. De l'ouverture à la fermeture des bureaux. Ne nous laissant même pas le temps d'un pipi. On détenait les millions, donc on était devenu l'ennemi numéro 1. Il fallait nous surveiller de très près: demander sans arrêt des comptes. Même les grévistes temporaires réclamaient!

Comme on était des petits futés, on avait prévu une marge de 5000 F pour les coups durs. Hélas Mme Soleil l'avait prédit:"vous aurez des pépins en Janvier". Elle avait vu juste(la garce)! 25 répiqués à gout de refroidi nous sont tombés sur les b bras à 1500 F/mois/personne....Là on a baissé les bras. On était au bout du rouleau. On devait avoir tout liquidé pour les vacances de Noël, c'était rapé.

On a quand même eu la "force" de convoquer une AG d'ex-grévistes (c'est drole non?) et là, coup de théatre on a enfin trouvé nos remplaçants tant recherchés.

Et depuis, on vit! comme tout le monde on a repris notre forme de modules, et on va vous faire un aveu...on est bien contents.

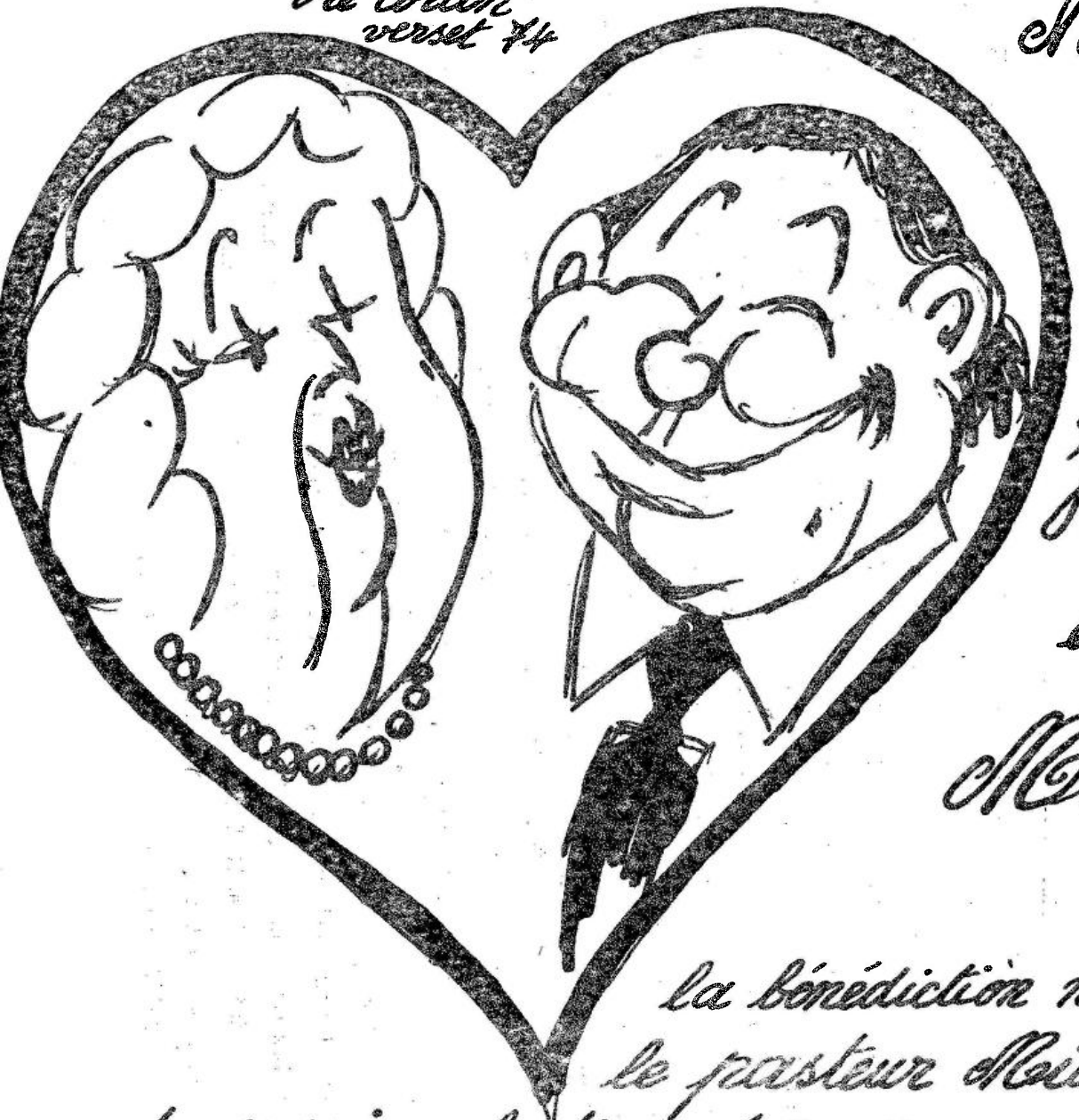
Pourquoi? Parce que si vous mettez un français avec une foule de chinois, il est d'abors salement repéré, et puis il s'emmerde! eh ben nous c'est pareil; parmi les modules de P. VII, on était comme des cons à y croire encore.

Mais qui sait? peut être que tout le monde de petits modules a pensé comme nous dans son petit coin?.....

Voilà c'est tout pour aujourd'hui.

Gaby et Jacqueline.

"Avortement et contraception libres et gratuits."
le Coran
verset 74



Nous avons la joie de
vous annoncer le
mariage de
Jacqueline Boudoube
chef du service du personnel
et de
Michel Dutheil
permanent de la C.G.T.

la bénédiction nuptiale leur sera donnée par
le pasteur Michel Ollivet dans le temple
de Jussieu, bâtiment 24-34, 5ème étage.
le cortège se formera dans la rotonde de la tour 34, 4ème étage

Quelques remarques sur le fonctionnement interne de la grève

A . le non fonctionnement du comité de grève :

- ne dirige pas la grève : tant mieux,
- n'a aucun rôle d'organisation interne, ce qui est regrettable,
- ne s'est pas réellement renouvelé,
- n'est pas apparu comme réellement et collectivement responsable devant l'assemblée générale des grévistes,
- il ne paraît pas évident, en outre, que les membres du comité se soient sentis toujours responsables devant leur mandants directs, les AG de service s'étant réunies plus ou moins selon les secteurs,
- le comité de grève ne s'est pas montré à la hauteur dans les discussions avec la direction, à la fois par manque de compétence et par opportunisme (flottage grossier sur la commission des personnels).

Ceci n'est pas un procès des membres du comité de grève, le non fonctionnement du comité étant le reflet de celui des AG.

B . les Commissions

La commission "fric" est la seule à avoir bien fonctionné. C'est le sentiment de quelqu'un qui n'y a pas participé :

- efficacité sur la quantité d'argent collecté : cette efficacité étant foncièrement liée à la capacité des membres de la commission à populariser la grève,
- responsabilité devant l'AG : les comptes rendus ont été faits régulièrement et l'action soumise au contrôle de l'AG,
- responsabilité devant l'ensemble du personnel : un tract a été diffusé, publiant les comptes

La commission popularisation n'a pas rempli son rôle qui aurait du être important bien qu'il semble qu'elle se soit réunie régulièrement.
Mais les réunions reproduisant ce qui se passait en AG, on n'y vit pas de crayons, de feutres, de contre plaqué, de colle ou de pinceaux.
Il semble que le plus gros des publications de la grève ait été écrit hors de la commission, ce qui ne serait pas grave si ceci n'avait abouti :

- à laisser aux spécialistes habituels de la calligraphie un quasi monopole de l'écriture (certains de ces spécialistes s'étant mis à écrire par peur du vide),
- à négliger la tenue d'un journal mural quotidien à Jussieu et à la cantine,
- à sous utiliser l'atelier de sérigraphie à notre disposition,
- à freiner l'expression libre sous forme de slogans, dessins, montages affichettes photocopiées à la portée de tout gréviste quand l'esprit d'équipe les favorise.

En revanche, la commission voulait faire accompagner les membres de la commission "fric" par des membres de la popularisation . RIDICULE . Ceci relève d'une conception de monopole de la "juste ligne" d'une "avant garde" des grévistes, les autres grévistes pouvant se sentir d'arrière garde ou pas de garde du tout

Les autres commissions ont elles existées ?
le comité de défense d'Assadi, oui temporairement. Il a publié le dossier Assadi, fait circuler une pétition, s'est occupé de l'avocat etc... Il faudrait maintenant que le comité publie quelque part un compte rendu financier et qu'une décision soit prise collectivement sur l'affectation des sommes récoltées . De même une décision doit être

prise sur l'utilisation de la pétition (par exemple l'envoyer au président de l'université pour qu'elle soit déposée au dossier Assadi).

Il devait exister une commission "statuts". Le risque d'une telle commission, c'est le réformisme, car pour étudier les statuts, on entre malgré soi dans le système, système qui est fait pour diviser, hiérarchiser, tromper le personnel et l'intégrer aux rouages de l'état. La critique des statuts ne peut se faire que délibérément hors des statuts.

C'est peut être la raison qui a éloigné les grévistes de cette commission.

Commission "statuts" ou pas, on peut regretter qu'aucun travail effectif n'ait été fait, statistique en particulier sur les temporaires à 5 ½ mois : courbe d'effectifs mensuels sur plusieurs mois, nombre des intégrés et des licenciés, situation comparée des différents services etc...

C. L'AG des grévistes

Ce fut bien l'organe souverain et le seul quelqu'aient été les difficultés de fonctionnement. La participation des grévistes aux AG a été exemplaire (sinon méritoire!). Ceci est bien le plus positif de la grève. Mais...

D'une part, on ne pouvait réunir les AG quotidiennement ou pour faire face à des décisions immédiates (contrôle des négociations par exemple), d'autre part, le nombre d'heures passées en AG défie toutes les normes. Ce deuxième point ne serait pas un mal en soi s'il n'avait été ressenti comme une épreuve épuisante par la totalité des grévistes.

Il est difficile de comprendre pourquoi les affrontements furent si durs au cours des AG. Avec le recul et sans doute aux yeux de beaucoup de grévistes, bien des discussions portaient sur "le sexe des anges", discussions de spécialistes en idéologie, défense agressive et exaspérée de ceux qui refusaient ces discours idéologiques et les tentatives de contrôle de la grève par quelques uns, mais qui se comptaient eux-mêmes déjà parmi les révolutionnaires professionnels.

On a donc beaucoup parlé en AG, mais l'expression n'y a jamais été libre, car les discours (systématiques) des spécialistes politiques rendant quasiment impossible la parole à ceux qui ne sont pas des spécialistes. Disons même que pour le profane ce qui se disait en AG était à peu près incompréhensible.

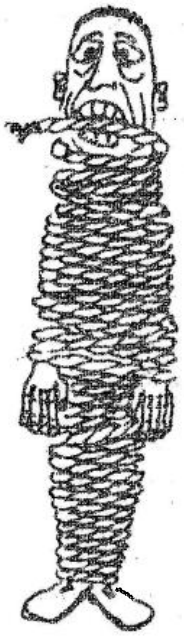
Il a fallu des "tours de table" pour qu'enfin on puisse voir clair dans nos propres forces, ce que toutes les soit disantes analyses politiques proposées auparavant avaient été incapables de faire.

Les analyses politiques, la critique des moyens et des forces est une nécessité dans un mouvement, mais ces analyses ne peuvent se construire sur le vent des à priori des préjugés et du sectarisme (au sens propre, esprit de secte).

Il faudrait parler aussi du sectarisme de certaines décisions qui furent prises sur plusieurs points (même s'il y eut, ensuite, des rectifications) et de notre incapacité de plusieurs semaines à situer correctement la place des négociations. Il serait important de comprendre les raisons de nos propres erreurs qui ne s'expliquent pas toutes par le fonctionnement interne de la grève, mais qui s'expliquent aussi par notre isolement du fait de la durée de la grève et du caractère inhabituel et fondalement subversif de notre revendication.

Rirette.

LA GREVE .....UNE HISTOIRE D'AMOUR



Tu es le maitre de ta vie.Ne fais confiance à personne, et moins encore aux leaders que tu as élus.Sois toi-méme! "Ecoutez-moi ce petit-bourgeois réactionnaire et individualiste!Il ignore la marche inéxorable de l'histoire. Il dit:"Connais-toi toi-méme!Quelle sottise petite-bourgeoise! Le prolétariat révolutionnaire du monde conduit par son Fuhrer bien-aimé,le pére des peuples,le maitre de toutes les Russies de tous les Slaves,liberera le peuple!A bas les individualistes et les anarchistes !"

Wilhelm Reich. Ecoute,Petit Homme.1945.

Ces 6 semaines de greve ont été avant tout un moment de vie commune et la vie en commun au nombre qu'on était,ce n'est pas facile.

Tout d'abord,comme l'a dit une copine, les 15 premiers jours ça a été le trou noir,on a perdu notre temps.Parceque les 15 premiers jours,c'est le temps qu'il a fallu pour nous sortir de notre role de petit module.Ca faisait 3 ans qu'on avait pas pris le temps de s'arreter de travailler,de sortir de son bureau pour voir d'autres gens,de discuter et de lutter avec eux.Trois ans pendant lesquels on a subi et accepté pas mal de choses.Quinze jours ont été nécéssaire pour apprendre à nous connaitre,pour savoir sur qui on pouvait compter;15 jours pendant lesquels on a respecté la sacro-sainte unité et au nom de laquelle on s'est pas mal chatré!

Passé ce délai,on apu commencer à faire des choses ensembles et la greve-au moins pour une partie d'entre nous- a eu une grande importance dans notre vie quotidienne.Ce qui n'a pas manqué de poser des problemes comme par exemple la préssion du mari ou de la femme qui n'était pas à la fac,qui ne comprenait pas la gréve-surtout que l'argent n'arrivait +

La vie commune s'est installée petit à petit:réveil tot le matin pour les piquets, discussion permanente entre nous,bouffe en commun...On a appris à s'aimer et à se détester aussi car des clivages se sont faits.Et les liens ainsi tissés ne sont pas prets de s'éffacer:il n'y a qu'à voir le nombre qu'on était aux réunions de bilan.

Comme dans toute vie commune des tas de problémes se sont posés.

Et tout d'abord l'inévitable fric.Mais,contrairement à toute attente,le probléme le + délicat a été trés vite réglé.Je veux parler de la redistribution.Tout le monde a été d'accord pour qu'il n'y ai + entre nous de hiérarchie des revenus entre nous et que le seul critére pour répartir l'argent soit la situation familiale(nb d'enfant-personne vivant seule ou à 2).Ce qui fait que pour une période de 4 semaines(durée des retenues

éffectuées par l'administration alors que la gréve a duré 6 semaines) nous avons tous eu le meme revenu (entre 1100 et 1300 F environ).Pour une fois et ce n'est pas monnaie courante la greve n'aura financierement lésé que les "gros" salaires.Je trouve que ceci témoigne d'un profond souci d'égalité.
Par contre la ou ça été moins bien-et j'en garde personnellement un souvenir extrememement pénible-ça a été pour faire reverser les grévistes qui avaient été payé normalement.
Si certain l'ont fait spontanément,d'autres se sont fait tirer l'oreille et une minorité a meme carrement refuser de reverser.

Autre pb délicat de la vie en communauté le pb des relations entre les gens.Au début tout est passé par des agréssions verbales dans les AG.Il y avait certes parmi nous differentes tendances,differents point de vue sur beaucoup de choses et il était normal qu'ils s'expriment mais la tension at les agréssions verbales qui régnaient dans les AG n'avaient parfois que peu de rapport avec les pbs de la greve.Bien que nous y ayons tous participé,les militants professionnels ont été,en général, spécialistes de ces agréssions.Car comme ils passent presque tout leur temps libre en réunions et que malgré tout il faut que "ça" s'exprime,alors "ça" s'exprime dans les réunions.Ce "ça" recouvre les désirs de relations homosexuelles et hétérosexuelles et les pbs affectifs entre autres.Je crois que ce point est un des points ou la gréve a le plus achoppé.Je sais bien qu'en 6 semaines on ne peut pas changer grand chose;surtout au moment ou le grand mot d'ordre national est calfeutrez-vous,il n'est pas facile de perdre sa carapace.
Les seuls moments vraiment détendus et ou on a cesser de s'agresser ont été la soirée au 4e etage et la manif de la bastille (surtout pendant le temps qu'on a attendu et ou on a chanté et inventé des mots d'ordre marrents parceque aprés le pouvoir du phallus sous forme de poings tendus et de chaines bien formées a repris tous ces droits-personne ne connaissant + personne.)
Autre chose aussi assez significative:le fait qu'on se soit tjs réunis en AG et assez rarement en commissions;en AG chacun garde sa façade et reste anonyme tandis qu'en commission,le rapport à l'autre est trés different,on se dévoile et souvent on en a peur.
Autre signe encore:le rappel à l'ordre fait par beaucoup d'entre nous."On est pas la pour s'amuser ou pour le plaisir,il faut etre sérieux".Comme si dans une gréve on devait forcément s'emmerder,montrer qu'on souffre,qu'on est des purs et durs.Heureusement,cet aspect masochiste s'est estompé au fil des semaines mais il est symptomatique de la mauvaise conscience qu'on a à cesser d'etre des petits modules,à s'arreter de travailler.
De + en temps normal,tout est programmé métro-boulot-dodo,c'est facile on sait ce qu'il faut faire.

Autre pb délicat de la vie en groupe:les rapports de pouvoir et les manipulations.
Une constatation tout d'abord:le fait que la majorité des grévistes ai été présent quotidiennement,la tenue systématique d'AG,le fait que le comité de gréve n'ai pas eu de role dirigeant,ont permis que les grévistes aient eu leur gréve bien en main (voir texte de Rirette pour + de détails).

Mais le moins qu'on puisse dire,quand meme,c'est qu'il y a eu des tentatives.

Tout d'abord,au début de la gréve de la part de certain syndiqués notamment la direction politique de la CFDT(car il s'agit bien à proprement parler d'une direction politique) qui essayerent de faire de diriger et de controler la gréve par l'intermédiaire de l'inter-syndicale.Notamment en faisant croire que la seule possibilité réelle d'extension était que les syndicats appellent à la gréve sur tout le campus.On a vu ce que ça a donné:d'abord prévue pour 48 h cette gréve n'a duré que 24h et a coincidé avec une journée nationale d'inaction de la CGT!Faire des inter-syndicales était d'autant + stupide que au début de la gréve la CGT était trés divisée et qu'au lieu de s'adresser au permanents(c'est qu'on rencontre dans les inter-S)il fallait au contraire renforcer les liens a vec les syndiqués CGT qui s'étaient mis en gréve avec nous.
Une autre forme de manipulation est venue aussi de l'appréciation-du-rapport-de-force-camarade qui s'accompagnait en général mais pas toujours du donnons-nous-les-moyens-de-renforcer(ce qui en clair voulait dire nous sommes impuissants).Cette manipulation par l'appréciation du rapport de force est rendue possible par le fait que nous connaissons finalement assez mal tous les rouages de l'université et de l'administration en général.Importance du Conseil,des differentes UER, moyen de préssion d'Alliot sur les enseignants par les crédits,qui dirige effectivement cette faculté(importance sous estimée de Bruhat par exemple).Appréciation de la paralysie des services centraux(ce n'est vraiment qu'aprés la gréve qu'on s'est rendu compte de la paralysie completé de la compta et du service du personnel.

Enfin il serait trop facile de parler de la manipulation des autres sans parler de celle qu'on a éxercée soi meme.Manipulation éxercée par le chantage affectif qui pour etre peut étre + agréable qu'un autre n'en reste pas moins un chantage.Manipulation aidée par la facilité avec laquelle on déléguc trop souvent au méme camarade le soin de présider les AG.
Je crois qu'un premier reméde à ce genre de truc a été la pratique des tours de table.D'une part parceque de fait les ténors-dont je suis ont bien été obligé de se taire et d'autre part ça nous a permis de mesurer la combativité et la force qui éxistait en nous mais qui était étouffée par les discours défaitistes de quelques uns.

Je crois qu'il serait bon maintenant que chacun a commencé à parler en public que désormais les présidences d'AG soient faites chacun à son tour ou de faire en sorte qu'il n'y ait + besoin de président(e)...
Dans l'immédiat, je pense qu'il faut que nous disions et écrivions ce que nous avons éprouvé au cours de cette gréve(ses aspects + et -) et que ce n'est que par l'apport de chacun(e) qu'un prochain jour, nous pourrons vaincre ensemble.

Bertrand

PETITS POINTS TECHNIQUES QUI POURRAIENT EXPLIQUER L'ECHEC DE LA GREVE

a)Du point de vue de la solidarité des enseignants et des étudiants la gréve a eu lieu trop tot.Il ne pouvait y avoir de soutien étudiant, au début, pour la bonne raison que n'ayant ni cours ni TD, ils n'étaient que des individus isolés et ne pouvait constituer une force collective.Ils n'ont pu commencer à s'organiser que vers la fin de la gréve alors que nous étions en perte de vitesse.Quant aux enseignants se mettre en gréve a été difficile pour eux car ils n'avaient eu aucun contact avec les étudiants.D'autre part beaucoup se sont ressentis frustrés d'une "rentrée" évenement important aprés de longues semaines passées dans leur marina-pied-dans-l'eau.Il faudrait expliquer aussi pourquoi ils se sont mis en gréve dans certain secteurs seulement;un enseignant de physique a rédigé un texte a ce sujet.

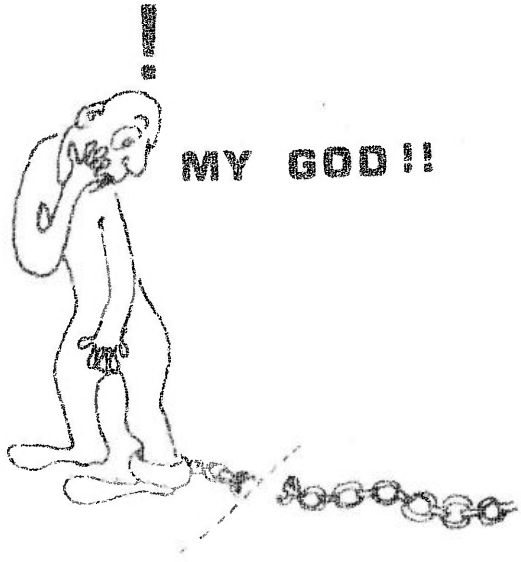
b)Une tacticque + habile de la parf de la direction
Elle n'a pas reprimer collectivement les grévistes comme elle l'avait fait aux cours de grévasprécédentes:lock-out et huissier il y a 3 ans, expulsion des grévistes de la faim par la police au cours de la gréve du nettoyage.Cette tactique a été abandonnée car elle déclenchait des mouvements de solidarité importants.Cette année elle a décidé de laisser pourrir la gréve et de réprimer individuellement certain d'entre nous:Assadi en est le meilleur ex mais il y a eu d'autres tentatives.Il y a une volonté trés nette de se débarrasseer d'un certain nombre de géneurs en leur collant sur le dos des accusations de droit commun (voir la manip de Belot pour faire croire qu'Assadi n'était pas en gréve au moment de l'altercation et montrer qu'il s'agissait du meme genre d'affaire que celle du meurtre il y a 2 ans.)

c)Le refus d'envisager une gréve longue et l'impréssion de faiblesse que nous avons donnée à la direction
Beaucoup d'entre nous-et j'en étais- étaient persuadés qu'au bout de 15 jours nous aurions satisfaction.Ce qui, d'une part, ne nous à pas inciter à ajouter d'autres revendications puisque nous pensions qu'il ne s'agissait pas d'un véritable affrontement avec la direction ou tous les problémes devaient etre posés.D'autre part, nous avons fait une gréve au jour le jour sans meme essayer de prévoir à l'avance ce qui pourrait se passer et ce qu'il fallait envisager.Nous n'avons envisagé la perspective d'une gréve longue que quand nous avons mis des mots d'ordre sur le pb des auxilliaires en général et quand nous avons fait les piquets mais il était déja bien tard.

d)L'énergie perdue pour convaincre les camarades-notamment la direction de la CFDT-qui voulaient aller quémander des négociations à Alliot que le meilleur moyen pour les obtenir n'était pas d'aller prendre rendez-vous au 5e mais de renforcer la gréve par les piquets et d'expliquer publiquement que c'est Alliot qui refusait de négocier et faisait durer la gréve.

Combien de temps et d'énergie perdue aussi pour expliquer qu'il n'y avait pas de compromis possible sur Bernard,qu'il était soit maintenu soit déplacé,que nous étions soit gagnant,soit perdant,et que de toutes façons si nous cédions sur Bernard nous ne pouvions avoir aucune garantie pour l'avenir.

Il ne s'agit pas ici d'attaques personnelles contre ces camarades mais de la fonction qu'ils occupent à l'université.Membres de syndicat bénéficiant de subvention de la part de l'université,de décharges d'horaire,ils ont comme habitude de faire de nombreuses réunions avec l'administration(CAP-comité d'hygiéne et de sécurité...) et par la meme de faire ces compromis.Je pensais,en adhérant l'année derniere à la CFDT que le syndicat se retirerait de ces commissions.Je me suis trompé et quitte la CFDT car si j'y restais-comme il ne s'agit pas d'une question de personne- je serai amené aux memes attitudes.



POUR UNE FORCE REVOLUTIONNAIRE DU PERSONNEL SUR LA FAC

Or a neuf fois des 3 mousquetaires :

Pendant 6 semaines, il y a eu une grande grève des Personnels (ATHOS) de Paris VII. Une grande grève où nous nous sommes battus sur des mots d'ordre justes et offensifs : contre la restructuration de l'Université, c'est-à-dire la tentative d'Alliot d'imposer son arbitraire et son autorité dans toutes les situations de la fac., contre la répression politique (jusqu'à dénoncer un camarade immigré au Procureur de la République).

Nous avons gagné un certain nombre de chose (notemment sur le camarade immigré), mais obtenir satisfaction sur l'ensemble des mots d'ordre supposait une organisation des grévistes, une direction politique de la grève, pour organiser le rapport de force important, nécessaire à la victoire.

POURQUOI N'EST-ON PAS ARRIVÉ À CELA ?

— Du point de vue de l'ennemi : Pour des raisons tenant à la conjoncture d'ensemble, et à sa propre image de marque, Alliot avait dès le début adopté une position très dure, ne voulant céder sur rien. Mais les raisons externes, ne sont jamais, en dernière analyse, déterminantes quant aux causes d'un échec. C'est de l'intérieur du mouvement qu'il faut chercher les réponses.

— Du point de vue des grévistes : Chez nous, regnait la plus grande confusion par l'existence de plusieurs positions politiques quant à la tactique et la stratégie de la grève : principalement, la position liquidatrice de la C.G.T. La C.G.T est entrée dans le mouvement pour obtenir la mise en place d'une comission paritaire du personnel dont la fonction est de muter ou licencier avec la bénédiction d'Alliot. Cette revendication n'attaque en rien l'entreprise d'Alliot, mais au contraire la cautionne, puisqu'elle réclame de participer aux structures patronales qui appliquent cette politique. C'est tout simplement de la collaboration de classe. D'ailleurs, la C.G.T tout au long de la grève n'a pas démenti cette position. D'abord, elle a quitté le mouvement parce qu'elle ne pouvait pas le diriger — la majorité des grévistes n'étant pas d'accord avec cette revendication —, ensuite, elle n'a cessé par des accusations crapuleuses contre les actions des grévistes (ex. : piquets de grève aux endroits stratégiques de la fac., service du personnel, compta.) "grève irresponsable", "minorité d'irresponsables", de dresser entre eux, les personnels grévistes et les non-grévistes, jusqu'à organiser un vote à bulletins secret pour la réintégration des "lieux de travail" !!! Ce qu'Alliot n'a pu faire, la C.G.T l'a fait. Elle a choisi son camp, c'est celui d'Alliot.

Face à ce plan constitué de liquidation de la grève par la C.G.T, existait un courant qui ne s'est pas donné les moyens de critiquer les révisionnistes de la C.G.T — sauf de façon formelle — Face à un ennemi décidé à ne rien céder, et à son meilleur agent au sein des grévistes : la C.G.T, certains grévistes vivant sur le passé des anciennes grèves, où "tout se terminait bien" se sont contentés de leur position pure et dure, niant la nécessité d'avoir une politique propre à nous, c'est-à-dire, d'organiser nos forces en ralliant les autres personnels (ce que n'a pas manqué de faire Alliot et la C.G.T !) à diriger le soutien des étudiants et des enseignants. Face à Alliot et à la C.G.T, il fallait avoir un plan de bataille sur une ligne révolutionnaire claire. Le simple fait de se mettre en grève ne suffit pas à faire reculer l'ennemi. Par là même, on s'isole dans des actions où l'on a tendance à attendre "qu'Alliot fasse quelque chose" et à ne pas prendre l'initiative de la transformation de la situation. Cela a permis :

— Que ne se constitue pas une alternative face au plan et à l'organisation de la C.G.T. Que les trotskistes du F.C.R (sous étiquette C.F.D.T) aient pu magouiller tout le monde. Leur politique ? Négociations, négociations, etc., baissons culotte devant la C.G.T. En effet, leur offensivité n'a duré que le temps d'un soupir ! Quand il a fallu remettre en cause l'unité syndicale, alors là, plus personne. (Le meilleur exemple est la façon dont ils ont magouillé la reprise du boulot le soir d'avant le vote de la C.G.T). Pas question pour eux que les grévistes apportent une réponse politique et organisée par

une riposte de masse, à la crapulerie de la C.G.T. (En cela ils ont été des c.f d'autres conséquents).

Et les autres grévistes? direz-vous. Si la grève a pu en partie échouer, c'est nous tous ensemble qui sommes partie prenante de cet échec. Mais nous prenons une grande part de responsabilités dans cette défaite. Pourquoi?

Parce que critiquer la C.G.T et autres imposteurs du mouvement ce n'est pas simplement dire "La C.G.T est méchante". Ce n'est pas simplement avoir des idées justes et les développer en A.G. C'est certes très important, mais absolument insuffisant (On l'a bien vu!!)

Une critique conséquente de la C.G.T et autres imposteurs, c'est proposer quelque chose en face : prendre des initiatives, pour faire notre force à nous, c'est-à-dire, débattre de toutes les questions importantes de la grève, modalités d'actions pour faire céder Alliot, clarification des revendications, liaison avec les autres personnels, soutien, etc. Cela permettant l'élaboration d'une direction politique révolutionnaire, et une réelle coordination de toutes les actions. Nous avons tenté d'impulser des initiatives de ce type : nous n'y avons pas réussi. Le fait est là.

Ces éléments partiels de bilan ont déjà été discuté et en partie clarifiés par certains ex-grévistes. Mais à notre avis, il faut aller plus loin. Constater une défaite, en connaître les raisons, c'est déjà important. Mais un RÉEL BILAN, ce n'est pas simplement un constat. C'est en s'appuyant sur l'analyse de nos erreurs, vouloir justement qu'elles ne se reproduisent plus. Sinon, on peut ergoter à l'infini sur "ce qu'on aurait pu faire et qu'on a pas fait" autour d'une tasse de thé. Un BILAN, c'est transformer notre faiblesse en force. Pas simplement analyser. C'est RECTIFIER NOS ERREURS.

Pour nous, c'est ce que nous faisons, en APPELANT, à la constitution d'une FORCE REVOLUTIONNAIRE DU PERSONNEL sur la base des questions d'ensemble surgies pendant la grève.

- anti-révisionnisme (c'est-à-dire s'appuyant sur les pratiques et positions politiques de la C.G.T) et la critique des syndicats.
- Liaison prolongée avec les autres personnels.
- Alliance avec les étudiants et les enseignants (actions communes sur tous les problèmes de la fac.).

Nous pensons qu'en fonction de la situation actuelle — répression politique après la grève — faire un réel bilan de la grève : c'est dans un cadre organisé, élaborer un projet et des directives qui puissent constituer une alternative aux révisionnistes sur la fac, et avoir une riposte organisée contre la direction. Des propositions telles que : cahier de toutes les sanctions qui s'abattent contre les ex-grévistes, enquête dans tous les services, popularisation, viennent spontanément. Il y en a des milliers d'autres.

Prendre ces tâches en main, c'est, à l'avenir, être plus fort et mieux armé contre nos ennemis.

C'est pourquoi, nous appelons à une réunion :

MERCREDI 11 DÉCEMBRE 1974, à 12 h 30, Tour 56, couloir 55-56, 3e étage

Ce tract est signé par des militants de l'U.C.F M-L, qui appellent à la constitution d'une force révolutionnaire sur la fac.

Le 9.12.74

Imp. SPE. Jussieu

Lettre ouverte au Conseil de Paris VII en forme de requiem pour une grève

Nous avons perdu la grève.
Notre grève nous a claqué entre les mains,traquée,dévoyée, insultée de l'extérieur,vous et vos supporters cégétistes,tenaillée, minée de l'intérieur par ceux qui servent des objectifs qui leur sont propres,par des techniques qui leur sont propres,et en définitive préfèrent l'enterrement de première classe à un mouvement qui échappe à leur contrôle.

C'était sinistre ce jeudi soir.Tout était fini déjà,quelques vociférations qui faisaient encore illusion,mais les gens,pour la plupart,étaient muets,ils enfilaient leur manteau,prêts à partir, ils ne partaient pas,un prof est entré,il a dit à ceux qui se taisaient :"Vous ne pourriez pas faire moins de bruit,je ne peux pas faire mon cours",on l'a regardé,les cris continuaient,les gens ont commencé à quitter la salle,seuls,un par un,beaucoup les larmes aux yeux.Dehors il pleuvait,il faisait nuit,et tout ce parvis à traverser.On avait perdu la grève,une grève de six semaines,on avait perdu contre la restructuration,contre vous,contre ce que vous voulez faire de nous,contre votre tout-pouvoir,contre votre politique du mépris.Nous étions bel et bien des modules,votre bétail administratif ou technicien,ceux à qui vous vous vantez d'assurer la sécurité d'emploi (mais quid des temporaires à 5 mois et demi? au moins,dans les boîtes d'intérim,les gens sont un peu plus payés en compensation de leur instabilité d'emploi,pas à Paris VII).La sécurité d'emploi que vous claironnez si fort,nous,modules,l'entendons comme :"Bouffe et obtempère !";et le stimulus alimentaire a ses limites,vous voyez, nous avons tenu 6 semaines malgré vos rétorsions financières,et ce n'est pas pour cette raison que la grève a capoté.

Pour nous faire taire,vous avez sorti tout votre arsenal : la tactique de la pourriture,puis la provocation de l'affaire Assadi, puis votre motion imbécile,puis Michel Alliot avec votre entière confiance pour ne rien négocier,et votre confiance était bien placée, puis les salaires retenus à la fin du mois.Nous avons tenu bon,parce que notre revendication était juste,et que l'évidence partagée, ça ne se démolit pas si facilement.Vous ne parveniez pas à vous seuls à nous écraser.Alors vous avez misé sur le personnel non-gréviste : comme,en dépit de vos espoirs,ce personnel ne prenait décidément pas l'initiative d'enfoncer physiquement nos piquets de grève,Belot a voulu donner l'exemple,sans succès.Mme Sarfati a giflé un gréviste, qui n'a pas réagi.Alors la CGT est venue vous prêter main-forte en organisant avec vous un vote qui fera date dans l'histoire de la collaboration syndicale avec les instances de pouvoir.Mais la participation au vote a été dérisoire en dépit de vos efforts pour drainer vers les urnes le personnel d'UER géographiquement éloignées de Jussieu,et qui n'avait donc pu entendre nos raisons.

Il fallait voir jeudi vos chefs de service,secrétaires généraux,vigiles du rectorat,délégués d'Alliot,disposés en brigades sur le parvis,pour rabattre leurs ouailles non-grévistes vers l'amphi 34 pour une séance d'intox qui en a écoeuré beaucoup à tel point que,

non-grévistes ou ex-grévistes,ils sont montés spontanément pour nous raconter ce qui s'y disait.

Vous avez échoué à dresser le personnel non-gréviste contre nous.Mais vous avez réussi,grâce à ces procédés qui vous déshonorent,mais ça ne doit pas beaucoup vous déranger,vous,vos supporters et nos parasites,à nous faire craindre d'avoir à affronter le personnel non-gréviste,nos semblables,et nous ne le voulions à aucun prix.C'était faux;c'est pourtant ce qui a tué la grève.

Nous avons perdu.Vous avez gagné.Vous y avez juste perdu une porte,mais avec le montant de nos salaires et ceux des enseignants, vous pourrez vous en faire refaire une en bois des îles,chantournée à la main.Nous y avons juste gagné l'amertume,l'épuisement,les nouilles à l'eau et la perspective d'être restructurés.

Les gens que vous avez écrasés,pour la plupart n'étaient pas très "politisés",du moins du style camarades-donnons-nous-les-moyens-de-capitaliser-les-acquits-de-notre-lutte,des dames qui tricotaient en A.G.,qui parlaient peu,mais qui étaient là,obstinément,disponibles à toutes sortes de tâches fastidieuses,qui faisaient la grève, qui reconduisaient la grève par dignité,parce que se laisser réduire par décret nominal à l'état d'objet qu'on déplace,qu'on mute,qu'on rétrograde,c'est insupportable.

Nous avons perdu des illusions,notamment celle qu'à Paris VII il y avait peut-être encore un espoir de se faire entendre : vous nous avez répondu par une provocation méprisante.

Nous avons gagné en clarification : vous êtes des patrons, stricto sensu,uniquement préoccupés de renforcer votre pouvoir autoritaire et de faire marcher votre entreprise sur le dos du personnel. La ligne de clivage est passée,vous pouvez bannir de vos compte-rendus le terme de concertation.Soyez sûrs que nous n'oublierons pas comment vous avez écrasé la grève de six semaines,et c'est une donnée qui pèsera lourd dans l'avenir.Une donnée qui n'est pas nécessairement de nature à vous inciter à pavoiser.

des modules

P.S. Dans la mesure où cette lettre n'appelle aucune réponse,nous ne nous déplacerons pas pour vous la faire tenir,nous trouverons des émissaires.

25 novembre 1974

à bientôt...

Pour le prochain numéro,nous avons déjà dans nos petites tablettes le texte d'un physicien : "L'engagement...physique",et un autre : "Une grève de "modules" à Paris VII : les O.S. de la paperasse au service de l'élite".

On attend de pied ferme d'autres textes sur le bilan de la grève,et puis nous nous proposons de nous pencher (sans glisser) sur la Formation Permanente.

En outre nous espérons recevoir vos commentaires et suggestions sur le canard à cette boîte aux lettres :

LE MODULE ENRAGÉ,Michèle : 24-34,2°,porte 07